

Les campagnes contre-attaquent !

Équipés de connexions Internet haute vitesse, les habitants de villages partout au Québec créent des communautés virtuelles et se mobilisent pour prendre leur avenir en main.

25 mai. 2011 par Dominique Forget

Le village de Saint-Camille, en Estrie, l'a bien compris. En 2007, cette bourgade de 500 habitants, située à 40 km au nord-est de Sherbrooke, a racheté une terre du rang 13 se trouvant dans la zone blanche (non agricole). La municipalité a divisé ce terrain en petits lots de 4 à 17 acres (1,6 à 6,8 hectares), revendus à prix d'ami à des familles prêtes à venir s'installer sur son territoire. Seule condition : vouloir s'enraciner dans la région. Pas question de simplement construire un chalet ou de revendre la propriété à profit. On voulait combattre le déclin démographique et ramener l'espoir au village.

« Le rang 13 ? Il faut prendre à gauche à la croix de chemin, au coin des routes 216 et 225 », m'indique André Pilon, propriétaire d'une petite ferme laitière, rencontré au village. On passe devant Le P'tit Bonheur, ancien magasin général en briques rouges aujourd'hui converti en centre culturel et communautaire. De là, on monte entre les pâturages sur quelques kilomètres, puis on tourne sur une route cahoteuse où l'on zigzague entre d'immenses flaques d'eau. Heureusement, la vue sur le mont Ham fait presque oublier les nids-de-poule. « C'est là que les jeunes de la ville ont construit leurs maisons », s'étonne André Pilon.

Depuis 2008, une quinzaine de familles ont quitté la ville pour s'installer dans le rang 13. Elles ont été séduites par la qualité de vie à Saint-Camille, par la beauté des paysages et par l'esprit communautaire du village. Une dizaine d'autres familles s'apprêtent à les imiter. On compte parmi les nouveaux arrivants une enseignante du primaire, un professeur du cégep de Sherbrooke, un créateur de sites Web et de petits entrepreneurs en tous genres. Déjà, 32 enfants d'âge préscolaire et scolaire peuplent le rang.

« Je pense que certains villageois avaient peur de se retrouver avec une commune sur les bras », glousse Nicolas Soumis, spécialiste en sciences de l'environnement âgé de 37 ans, arrivé de Montréal au printemps 2009 avec sa conjointe, Nadine. « Ils ont compris notre sérieux quand ils ont vu nos maisons. » C'est loin d'être des cabanes ou des chalets ! Nicolas Soumis a construit sa maison en beaux bardeaux d'épinette, peints d'un bleu joyeux. Équipé d'une connexion haute vitesse amenée à grands frais jusqu'au rang 13, il effectue des contrats de consultation ou de traduction. Nadine travaille à distance pour l'organisme Équiterre.

L'épicerie se porte mieux. La coopérative maraîchère, où l'on cultive des légumes bios pour les habitants du village, est en pleine expansion. On planche sur un projet de conversion de l'église en centre multiservice, et les vieilles dames du village ont commencé à donner des cours de tricot aux plus jeunes.

L'hiver dernier, les « jeunes de la ville » ont aussi lancé le [comité Mine de rien](#), pour repousser les forages de la compagnie Bowmore Exploration, venue flairer les filons d'or qui se cacheraient sous les pieds des villageois.

C'est Nicolas Soumis qui, le premier, a eu la puce à l'oreille, quand il a aperçu un hélicoptère survolant les fermes. L'appareil traînait un long fil au bout duquel planait un étrange engin circulaire. « J'ai tout de suite pensé qu'il s'agissait d'un capteur de champ magnétique », dit-il. Une petite recherche d'images dans Google a confirmé ses soupçons. En fouillant davantage dans les entrailles du Web avec ses voisins, il a découvert le pot aux roses : un article du journal *La Presse* intitulé « Un nouvel Osisko en Estrie ? ».



Saint-Camille, en Estrie. Pour freiner le déclin démographique, la municipalité a vendu des lots à prix d'ami à des familles prêtes à s'enraciner dans la région. (Photo : P. Halley)

Bien au fait des déboires des habitants de Malartic – où plus de 200 familles ont été forcées de laisser leur maison pour faire place à la mine d'or de la compagnie Osisko -, de la mobilisation des gens de Sept-Îles contre l'exploration d'uranium sur leur territoire, de la levée de boucliers de La Vallée-du-Richelieu contre l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste, les habitants du rang 13 ont fourbi les armes à leur tour.

« On ne savait pas comment les villageois et les agriculteurs allaient réagir devant la mobilisation d'une bande d'urbains épris d'idéaux écologiques », dit Nicolas Soumis. Son visage aux traits

déliçats s'est fendu d'un large sourire lors de la première assemblée générale du comité Mine de rien. La salle communautaire du village était remplie à craquer.

« Je n'ai pas vu une mobilisation pareille dans le village depuis qu'on s'est battus pour sauver notre bureau de poste, au début des années 1990 », raconte Nicole Laroche, native de Saint-Camille dans la cinquantaine, qui fait tous les jours la navette vers Sherbrooke (un trajet d'une demi-heure environ), où elle occupe un poste de travailleuse sociale. « Les jeunes s'y opposent pour des raisons écologiques. Les vieux sont blessés dans leur orgueil. Une grosse compagnie ne peut pas entrer chez nous sans nous demander la permission ! »

En quelques mois, le groupe de Camillois a obtenu une victoire partielle : l'entreprise s'est engagée à ne pas mener de travaux exploratoires sur les terrains des habitants de Saint-Camille qui s'opposent à l'idée. La nouvelle s'est propagée comme une traînée de poudre. Le maire reçoit des courriels d'autres municipalités, comme Saint-Siméon, dans Charlevoix, ou Pointe-à-la-Croix, en Gaspésie, qui veulent à leur tour s'opposer à des projets d'exploration sur leur territoire.

« Un village, ça ne sert pas qu'à faire des trous pour exploiter les ressources, tonne Nicolas Soumis. On veut se développer autrement, comme on l'entend. »

N'allez pas vous faire d'idées. La solidarité rurale n'est pas une partie de plaisir tous les jours. « Quand il y a des tensions dans les petites localités, elles sont plus vives qu'en ville, parce qu'elles sont personnalisées, dit Stève Dionne. Tout le monde se connaît. »

L'arrivée des « néo », avec leurs ordinateurs portables et leurs idéaux sur la vie à la campagne, amène aussi son lot de frictions. « Prenez le cas des éoliennes, poursuit le chercheur. Certains agriculteurs sont bien contents de louer une parcelle de terre pour empêcher une compensation financière. Ils trouvent que les « néo » qui s'y opposent pour préserver les paysages sont une bande de romantiques. »

À Saint-Camille, tous les villageois n'étaient pas en faveur du projet du rang 13. « On craignait que les « néo » nous coûtent des sous », explique Nicole Laroche, qui habite en plein cœur du village. « Il allait falloir déneiger la route pour leur donner accès à la terre et rien ne garantissait qu'on irait chercher assez d'argent avec les taxes pour couvrir les dépenses. » L'opposition au projet de mine a fait oublier ces vieilles appréhensions. « Il n'y a rien comme une bonne bataille commune pour souder le monde, constate la dame, les yeux rieurs. Si les nouveaux du rang 13 arrivent à résister à l'odeur du purin qui va dégeler au printemps, je pense qu'ils seront là pour de bon ! ».